



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 28 - vendredi 14 mai 2010

Dans ce numéro :

- « Peuples d'Europe, soulevez-vous ! »
- Contre les prédateurs de la finance et les Etats, refuser de payer la dette

« Peuples d'Europe, soulevez-vous ! »

Le slogan de la banderole installée au pied de l'Acropole à Athènes lors de la grève générale du 5 mai dernier en Grèce indique la voie à suivre, alors que les rapaces de la finance dictent à tous les gouvernements européens des mesures d'austérité sans précédent contre les populations. Il n'a pas fallu longtemps pour se rendre compte que les coupes sombres opérées par Papandréou sur injonction de l'UE étaient des attaques contre tous les travailleurs. Les plans d'austérité mis en place en Espagne, au Portugal, en France indiquent bien que la crise est une crise de l'Europe des capitalistes, des rapaces de la finance... Y répondre, c'est rompre avec cette Europe de la régression démocratique et sociale pour engager le combat pour une autre Europe. Leur Europe en crise est devenue l'arène des luttes des travailleurs du vieux continent pour construire un monde nouveau...

L'impasse de l'Europe de la finance

Le krach obligataire de ces derniers jours s'est révélé être, en même temps qu'un épisode aigu de la crise économique mondiale, une crise de la construction européenne et de l'euro.

Face à la menace de faillite de l'Etat grec, les classes dirigeantes européennes se sont révélées incapables de mettre en oeuvre leurs propres solutions sans piétiner les principes et les traités prétendument intangibles sans lesquels ne pouvait vivre, selon elles, la monnaie unique.

Leurs dissensions, la complexité institutionnelle des prises de décision au sein de l'Union européenne, la lenteur de la mise en oeuvre du plan d'aide qu'elles avaient annoncé dans un premier temps, n'ont fait qu'encourager les rapaces de la finance. Les attaques spéculatives contre les titres des dettes publiques ont redoublé, elles se sont étendues de la Grèce à tous les pays du sud de l'Europe, ont menacé d'effondrement non seulement l'euro mais l'ensemble du système financier. Au point qu'Obama lui-même et les dirigeants des institutions financières américaines, après le FMI de Strauss-Kahn, sont intervenus auprès des dirigeants de l'Union européenne pour les sommer de s'entendre au plus vite.

Haro sur l'Allemagne, qui s'était refusée jusqu'au dernier moment à donner son accord au « sauvetage » de la Grèce pour de basses raisons de politique intérieure, s'est exclamée la presse. La chancelière allemande, Merkel, était en effet la plus réticente, voulant attendre que soit passée l'élection régionale en Rhénanie Westphalie le 9 mai, qui s'est traduite au final par une défaite cinglante pour la CDU, son parti. Et Sarkozy, au plus mal dans les sondages, de se rengorger, de profiter de la crise et du discrédit de Merkel pour se poser en homme fort du « couple franco-allemand », en « sauveur » de la Grèce, de l'unité européenne et de l'euro.

Quelle farce ! Sarkozy n'avait pas d'autre politique que celle de Merkel, faire pression sur le gouvernement grec pour qu'il impose des conditions d'austérité insupportables à la population comme à celles de tous les Etats qui auraient besoin d'une aide financière de l'Union européenne. C'est bien le sens de la tribune qu'ils ont signée ensemble dans *Le Monde*, où ils réclament des « sanctions plus efficaces pour les procédures de déficits excessifs ».

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Quelle hypocrisie aussi quand on sait que la France et l'Allemagne avaient été les premières à s'asseoir sur l'interdiction de dépasser 3% de déficit et 60% du PIB pour la dette de l'Etat, contenue dans le Pacte de stabilité sensé garantir la solidité de l'euro.

Au final, le 9 mai, deux jours après la signature d'un accord laborieusement élaboré dans le cadre des institutions et règles européennes, c'est de toute urgence que les autorités européennes se sont résolues à mettre en place un « *mécanisme de stabilisation européenne* ».

« *Une révolution en Europe* », ont titré certains journaux. La Commission européenne et la Banque centrale européenne s'autorisent en effet à faire ce que le traité de Maastricht puis tous les autres traités de l'Union européenne leur interdisaient, prêter à un Etat de la zone euro. Ces traités étaient sensés apporter une solution aux contradictions qui minent l'Union européenne et l'euro depuis leur naissance, contradiction entre le besoin des bourgeoisies européennes de dépasser le cadre national face à leurs concurrentes américaines et asiatiques et leurs intérêts et privilèges nationaux qui exigent le maintien des frontières et de leur propre Etat. La crise n'a fait qu'aggraver ces contradictions, portées à leur comble dans l'existence de l'euro, cette monnaie unique et commune à plusieurs pays sans existence parallèle d'un Etat et d'une politique budgétaire uniques.

La solution qu'y apportent les classes dirigeantes européennes, derrière Merkel, Sarkozy et Strauss-Kahn, c'est un renforcement sans précédent de l'offensive contre les couches populaires, en premier lieu dans les pays les plus pauvres de l'Europe.

Ils réclament, en contrepartie de la possibilité pour la commission européenne et la BCE d'intervenir, un renforcement de la « *surveillance des budgets et de la compétitivité* » des pays de la zone euro par les institutions européennes. C'est pour eux l'occasion de faire un pas en avant vers un « *gouvernement économique européen* ».

Sauvegarde des intérêts de la finance au prix d'une régression sociale sans précédent, mise sous tutelle des finances publiques des pays dits « *périphériques* » de l'UE, comme les pays de l'Est, ou de la zone Euro, comme le Portugal, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande ou l'Italie, par des institutions européennes dominées par les bourgeoisies du « *coeur* » de l'Europe, celles des anciennes grandes puissances européennes dont les couches les plus riches et les plus puissantes constituent une partie importante de l'oligarchie financière mondiale, les classes dirigeantes européennes se révèlent incapables d'unifier sous une forme démocratique l'Europe.

Loin d'apporter une quelconque solution à la crise, autre qu'un expédient à court terme, cette « *révolution* » ne fait que préparer de futurs effondrements financiers, puisqu'elle ne fait qu'accroître l'endettement généralisé en garantissant le tribut qu'en tire l'oligarchie financière, tout en aggravant la récession.

Les populations des pays baltes ou de la Roumanie -dans ce pays a été décidé, sur injonction du FMI, le licenciement de 100 000 fonctionnaires- ont été, en Europe les premières victimes de cette politique. Mais ce sont bien aujourd'hui toutes les populations d'Europe que les classes dirigeantes menacent d'une régression sociale inédite.

Ouvrir des perspectives révolutionnaires et internationalistes

D'ores et déjà, c'est à une véritable mise sous tutelle de ses finances et de son budget par le FMI et les autorités européennes que l'Etat grec, avec l'accord du gouvernement socialiste de Papandréou, est soumis. Et dans la foulée, tombent en rafales des plans d'austérité aggravés dans la plupart des pays d'Europe : suppressions de postes de fonctionnaires, gel ou diminution de leurs salaires, hausse des impôts en particulier les plus injustes comme la TVA, allongement de la durée de cotisation et de l'âge légal de départ en retraite, coupes sombres dans les budgets sociaux.

Face à cette offensive des classes dirigeantes, les mobilisations qui ont commencé dans plusieurs pays européens, comme la Grèce, où la grève générale et les manifestations du 5 mai dernier ont été largement sous-estimée par la presse, l'Espagne ou le Portugal indiquent la voie à suivre, celle de la lutte des travailleurs, seuls capables d'ouvrir une issue progressiste à la crise.

Il est essentiel de parler du point de vue de cette lutte, d'inscrire celle-ci dans une perspective révolutionnaire et internationaliste, un combat commun de tous les peuples d'Europe contre les prédateurs de la finance, pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Si les possibilités de coordination réellement existantes sont encore faibles, il n'empêche que les travailleurs et les populations d'Europe sont tous attaqués à travers les mêmes mesures et au nom du même prétendu impératif, la réduction des déficits publics, et dans les 16 pays de la zone euro, au nom de la sauvegarde de la monnaie unique européenne. Cette situation nouvelle définit l'Europe comme l'arène des luttes à venir, leur cadre politique commun.

Certes, la sortie de l'euro et la rupture avec l'Union européenne paraissent être des passages obligés pour un mouvement social victorieux refusant les programmes d'austérité. Un tel mouvement qui, pour garantir les conditions de vie de la population, imposerait le refus de payer la dette, aboutirait sans nul doute à sa mise au ban de l'Union européenne et de la zone euro. Mais pour les travailleurs, il n'y a pas lieu de craindre cette rupture avec l'Europe de la BCE et de la finance. Au contraire. C'est ce à quoi un gouvernement des travailleurs, issu de leurs mobilisations dans un

pays appellerait les travailleurs des autres pays d'Europe à faire, rompre avec cette alliance de gouvernements inféodés aux banques, aux compagnies d'assurance et autres fonds d'investissement qui ruinent la société.

Un tel gouvernement agissant pour que la population prenne le contrôle de l'économie de son pays et la réorganise en fonction de ses besoins, ferait également appel aux travailleurs et aux populations des autres pays européens en butte aux mêmes attaques. Il leur proposerait de mettre à bas, ensemble, leurs classes dirigeantes et leurs fondés de pouvoir, leur propre gouvernement comme les institutions européennes et le FMI.

Il les appellerait à jeter les bases d'une Europe basée sur la coopération et la solidarité, dont la forme institutionnelle sera librement choisie par eux-mêmes, une Europe des travailleurs et des peuples, levier pour un monde nouveau.

Galia Trépère

[Au sommaire](#)

Contre les prédateurs de la finance et les États, refuser de payer la dette

" *C'est une fusée de protection à deux étages que nous venons de lancer*" se vantait le ministre Lagarde après la décision prise, dans la soirée de dimanche, par l'Union européenne, la BCE et le FMI d'un "Fonds d'assistance financière" de 750 milliards d'euros destiné à "sauver" l'économie européenne.

Ce plan, élaboré dans l'urgence, est sensé répondre à une semaine d'aggravation brutale de la crise des déficits : chute continue de l'ensemble des Bourses mondiales, redoublement des attaques spéculatives contre la dette grecque, portugaise, espagnole, chute de l'Euro, menace d'une nouvelle crise du crédit...

Il consiste en un fonds communautaire de 60 milliards d'euros, "*mobilisable à très court terme afin de venir en aide à un pays en difficulté*", auquel s'ajoute une garantie de 440 milliards d'euros de la part des Etats membres de la zone euro et de quelques autres pays comme la Suède et la Pologne, "*afin de constituer une nouvelle entité capable de lever des fonds sur les marchés financiers pour ensuite acheter de la dette publique de pays fragilisés.*" Le FMI, pour sa part, interviendra à hauteur de 250 milliards d'euros, dans les mêmes conditions.

Le plan s'accompagne d'une décision présentée comme historique de la BCE : elle pourra désormais racheter de la dette publique et privée sur les "*marchés secondaires*" pour venir au secours de titres qui feraient l'objet d'attaques spéculatives mettant en danger l'ensemble du système...

Les gouvernements, relayés par toute une partie de la presse et d'économistes aux ordres, nous ont présenté leur plan comme un acte de guerre contre les "marchés"... Pour Lagarde, "*Le pavé qu'on jette, c'est 500 milliards, avis aux marchés !*". "Pavé" que les "marchés" ont pris pour ce qu'il est : une garantie donnée aux spéculateurs que les Etats européens ne les laisseront pas tomber en cas de faillite de certains d'entre eux. Le signal a été bien compris : lundi, dans toutes les Bourses, c'était l'"euphorie", les hausses atteignaient des records, l'Euro remontait, les taux de la dette grecque étaient divisés par deux...

Mais personne ne peut être dupe de la mise en scène. Sous les oripeaux dont elle voudrait se déguiser, c'est un pas de plus dans la mise en œuvre de la même politique de soutien aux banques qui prévaut depuis le début de la crise en 2007, et qui s'accompagne, comme toujours, de son symétrique, l'accélération brutale des plans d'austérité contre les travailleurs et les populations, présentés comme un autre moyen de "rassurer les marchés", en réduisant les déficits publics. L'accord passé dimanche soir prévenait : toute l'Union européenne doit s'engager à "*prendre les mesures nécessaires pour accélérer l'assainissement et assurer la viabilité des finances publiques*"... Moins d'une semaine plus tard, l'annonce de nouvelles mesures de rigueur au Portugal, en Espagne, et bien ailleurs, font la une !

L'expérience de ces dernières années a pourtant largement établi que cette politique conduit inexorablement à une aggravation de la récession et prépare de nouveaux effondrements financiers et boursiers. Mais Merkel, Sarkozy, Strauss-Khan et leurs amis, en fidèles représentants des intérêts du monde de la finance, n'ont pas d'autre politique à mettre en œuvre que cette fuite en avant aveugle qui conduit toute la société dans le mur.

La seule perspective qui offre une issue à la crise, c'est celle qui est portée par les travailleurs et la population grecque, qui s'opposent frontalement, par la grève générale, par les manifestations massives, à la logique destructrice que cherchent à leur imposer les classes dirigeantes européennes. "*Une guerre longue a commencé*" affirmait une participante aux manifestations de mercredi. Cette guerre, c'est celle que doivent mener les travailleurs, les classes populaires européennes pour la défense de leurs propres intérêts, pour mettre un coup d'arrêt aux attaques. Une guerre qui conduit nécessairement à poser la question du pouvoir, de qui contrôle cette société.

Le mythe des "marchés"...

On nous parle des marchés comme s'il s'agissait d'entités surnaturelles, aux comportements mystérieux et imprévisibles, capables de se comporter comme des prédateurs sans pitié un jour, et le lendemain comme des victimes se réfugiant

sous le giron de ces mêmes Etats qu'ils ont attaqués la veille... Alors, pour les calmer, il n'y aurait pas d'autre solution que de les "rassurer", en les gavant de milliards que l'on n'aurait pas d'autre choix que de prendre dans les poches des classes populaires...

C'est une foutaise destinée à endormir le bon peuple. Les détenteurs des titres de la dette des États sont des institutions financières parfaitement identifiées, banques, compagnies d'assurances, fonds de placements financiers (hedge funds). Les investisseurs qui se partagent la dette grecque, par exemple, sont pour 29 % grecs, 23 % britanniques, 11 % français, 9 % allemands, 3 % américains. Il s'agit, pour moitié, de fonds de placements et à 45 %, de banques privées. En tête des banques françaises "*les plus exposées au risque de la dette grecque*", selon la formule de la presse : BNP Paribas (5 milliards d'euros), Société Générale (4,8), Crédit Agricole (3,5)... Et si l'on prend en compte les filiales grecques de ces dernières, le Crédit Agricole bat tous les records, avec un total de 30 milliards d'euros...

Quant au fonctionnement du marché de la dette, à ses objectifs, ils sont parfaitement connus. En empruntant auprès d'institutions financières privées l'argent nécessaire au financement de leur fonctionnement, les Etats assurent aux actionnaires de ces institutions, sous la forme des intérêts, un flux continu et garanti de richesses qui proviennent essentiellement des ressources des impôts.

Ces emprunts se font sous forme d'émission par les États de "titres de dette" qui représentent une part de la somme totale empruntée. Ces titres sont vendus sur des marchés financiers spéciaux et leurs détenteurs se partagent les intérêts de la dette. Ces titres font eux-mêmes l'objet d'échanges sur des marchés dits "secondaires", pour le bonheur de spéculateurs, qui sont, comme on l'a vu, de grandes institutions financières. D'autres "produits financiers", tels des titres d'assurance contre les risques de non solvabilité des créanciers, viennent s'y greffer, alimentant la mécanique spéculative, l'opacité du système, et contribuant à la dissémination de titres dont personne ne peut savoir avec certitude quelle valeur réelle ils représentent.

L'aspect irrationnel du comportement des marchés, leur opacité, l'euphorie, l'agressivité ou la panique qui peuvent les agiter n'ont rien de surnaturel. Ils sont la conséquence naturelle de la politique d'une aristocratie financière qui ne se soumet qu'à une "loi", celle du profit immédiat.

"Crise systémique", la faillite d'une politique de classe...

Sarkozy présentait dimanche soir le plan européen comme une "réponse systémique" à ce qu'il appelait une "crise systémique"... Cette "crise systémique", c'est avant tout la faillite d'une politique de classe dont l'essentiel consiste à organiser le transfert d'une part toujours plus grande des richesses produites par le travail, des poches des travailleurs vers les coffres d'une minorité de parasites.

A l'endettement public, qui constitue un élément central de ce mécanisme, il faut ajouter une fiscalité particulièrement inique, qui frappe proportionnellement bien plus les classes populaires que les riches. En France, par exemple, en 2009, les intérêts de la dette publique payés aux banques et aux fonds de placement se sont élevés à 43 milliards d'euros alors que les recettes de l'impôt sur les sociétés n'étaient que de 35 milliards. Ceux qui prêtent de l'argent à l'État et récupèrent les intérêts sont les mêmes qui bénéficient d'exonérations et autres boucliers fiscaux... Enfin, s'ils en profitent pour les accentuer, les États n'ont pas attendu la crise pour mener des attaques en règle contre les services publics, la protection sociale et de santé, la législation du travail, les retraites, les emplois dans la fonction publique...

Fuite en avant de la dette publique, fiscalité inique, "économies sur l'État" sont les facettes d'une même politique menée par les gouvernements pour siphonner les richesses publiques vers les banques. Une façon, pour la grande finance internationale, de se soumettre les États, de privatiser les ressources publiques.

Mais c'est aussi un mécanisme pervers, qui conduit dans le mur.

Le recul organisé des ressources globales de la population réduit d'autant les ressources de l'État, tout comme elle entretient une situation de récession économique chronique. Cette diminution des ressources publiques alimente un déficit chronique qui fait que seuls de nouveaux emprunts peuvent permettre de payer les intérêts de la dette existante... On est dans un cercle vicieux qui fait que la dette grossit sans cesse. En France, elle est passée de 1200 milliards d'euros en 2007 à quelque 1500 en 2009, une augmentation de presque 30 %, due pour une bonne part aux milliards des plans d'aide servis par Sarkozy aux banques et aux grandes entreprises.

... qui persiste et signe

Ce plan européen concocté dimanche sous l'égide de Merkel-Sarkozy et sous la pression d'Obama ne présente en aucune façon la moindre solution pour sortir de la spirale infernale de l'endettement et de la régression sociale et économique. Bien au contraire. Il s'agit, pour le "fonds d'assistance financière", non pas de se substituer aux marchés, mais de "*lever des fonds sur les marchés financiers pour acheter de la dette publique de pays fragilisés*".

Autrement dit, les 500 milliards que l'Union européenne se prépare à mettre en jeu pour "sauver" l'Europe de la crise des déficits... contribueront à accentuer l'endettement des Etats ! Pour la France, il s'agit d'une somme de 90 milliards qui viendront s'ajouter aux 120 milliards déjà empruntés par l'Etat depuis le début de l'année...

Avec cet argent, le fonds se prépare donc à "*acheter de la dette publique de pays fragilisés*". Pour certains journalistes, cela voudrait dire que le fonds pourrait prêter directement de l'argent aux Etats, en leur achetant directement les titres au moment de leur émission. Cela permettrait effectivement, à défaut d'atténuer leur dette, de mettre les "*pays fragilisés*" à l'abri de la pression des spéculateurs. Mais il peut aussi "*acheter de la dette*" sur les marchés secondaires... Ces marchés secondaires, justement, dans lesquels s'échangent les titres entre banques, entre spéculateurs. C'est sur ces marchés que se trouvent les titres toxiques, risquant de perdre toute valeur du fait des risques de faillite des "*pays fragilisés*". En se préparant à intervenir sur ces marchés, les dirigeants européens mettent en place un dispositif destiné avant tout à racheter aux banques, aux frais de l'Etat, des titres qu'elles ont accumulées dans leur boulimie spéculative, qui finissent par perdre toute valeur, et qui sont devenus impossibles à refourguer à un autre spéculateur.

La décision "historique" de la BCE de se donner le droit d'acheter désormais de la dette publique et privée n'a pas d'autre sens, puisque qu'elle a choisi de limiter son intervention à ces mêmes marchés secondaires.

La véritable fonction du "fonds d'assistance financière" est là : non pas dans l'assistance aux "*pays fragilisés*", mais dans le soutien, sur les fonds publics, d'institutions financières menacées par les faillites qu'elles ont elles-mêmes préparées.

La "réponse systémique" de l'Union européenne de Merkel et Sarkozy s'inscrit donc dans la droite ligne de la politique menée par les principaux gouvernements, en 2008, pour faire face à la crise financière déclenchée par l'effondrement de la bulle de la dette privée. Elle est de même nature que le plan de 700 milliards de dollars concocté alors par le secrétaire d'Etat US aux finances, Paulson, pour débarrasser les banques des titres toxiques qu'elles avaient accumulés, en les rachetant sur les fonds publics. Et comme ce dernier, elle ne peut que conduire à la récession, à de nouveaux effondrements boursiers et financiers.

Quant aux économies que prétendent réaliser les Etats grâce aux plans d'austérité qu'ils sont en train d'imposer à leur population, elles ont peu de chance d'aboutir à "*accélérer l'assainissement et assurer la viabilité des finances publiques*". Car même si elles y parvenaient, même partiellement, ce serait au prix d'une récession, conséquence inévitable de la baisse globale du pouvoir d'achat des populations du fait des plans d'austérité. Selon *les Echos*, en Grèce, "*la récession sera cette année plus grave que prévu, avec une chute du PIB de 4%, contre les 2 % annoncés encore il y a quelques jours.*" Une récession aggravée qui aura bien entendu pour conséquence une baisse de ressources fiscales, autrement dit qui jouera contre "*l'assainissement*" des finances publiques.

Il est clair pour Sarkozy et Merkel, tout comme pour leur compère socialiste et patron du FMI Strauss-Khan, que les sacrifices imposés aux travailleurs grecs, portugais, espagnols, mais aussi des autres pays européens, ne pourront très probablement pas éviter la cessation de paiement de certains pays, et qu'un réaménagement de leur dette est inéluctable. C'est à cette éventualité qu'ils se sont préparés, en mettant en place, préventivement, un "fonds d'assistance financière" qui épongera les pertes des banques tout en leur permettant de continuer leurs affaires.

Ce n'est pas l'espoir de résoudre le problème des déficits qui pousse les dirigeants européens à mener leur offensive. Confrontés à une crise politique sans précédent, à la contestation sociale, à leur incapacité à faire face à la faillite patente du système capitaliste, l'aristocratie financière et ses larbins gouvernementaux n'ont pas d'autre solution, à moins de renoncer, que d'affirmer leur domination en accentuant toujours plus leur exploitation sur les travailleurs et la population la plus pauvre.

Priorité à la défense des travailleurs !

La population grecque, en s'opposant massivement aux plans d'austérité à répétition imposés par son gouvernement sous la pression des dirigeants européens et des "spécialistes" du FMI, montre la voie : refuser de se laisser intimider, ne pas se laisser lanterner par leurs discours, affirmer que la priorité est à la défense des travailleurs...

A des degrés divers, les travailleurs et les classes populaires de l'ensemble des pays européens sont mis à la même enseigne, soumis aux mêmes attaques. La première urgence, face à la brutalité de ces attaques, est de s'opposer à la mise en œuvre des mesures des plans d'austérité.

Cela implique que les travailleurs apportent leur propre solution à la question de l'endettement public. Divers mots d'ordre, révocation, annulation, moratoire, sont discutés... Quoi qu'il en soit, il s'agit de refuser immédiatement de continuer à payer pour une dette dont il est de plus en plus clair qu'elle est un gouffre sans fin, et qu'elle n'a pas d'autre résultat que d'appauvrir la grande majorité au profit d'une poignée de parasites.

Refuser de payer la dette ne suffit pas, il faut aller plus loin. Nous citons, dans un article précédent **[1]**, un extrait d'un texte du CADTM (comité pour l'annulation de la dette du tiers monde) qui avançait l'idée d'un audit : "*Un audit citoyen de cette dette est nécessaire pour décider de la légitimité ou non de celle-ci et pour imposer, au cas fort probable d'une réponse négative, son annulation pure et simple*". Cette idée d'audit ne peut, bien évidemment, se concevoir dans le sens où l'entendent et le pratiquent les entreprises ou les institutions, sous forme de la délégation d'une mission à quelques spécialistes... tout en laissant le soin de régler les problèmes identifiés à d'autres. L'"audit" qu'il nous faut mener est d'une autre nature, radicalement différent. Plus justement qu'un *audit citoyen* qui se contenterait de faire un simple constat, il s'agit de mettre

en place un contrôle le plus large, le plus démocratique, des travailleurs et de leurs organisations sur le fonctionnement des finances publiques et des institutions financières.

La mise en place d'un tel contrôle peut sembler extrêmement compliqué et utopique, mais cela n'est pas le cas. Car nos "spécialistes" des dossiers financiers et fiscaux, nous les avons : ce sont les travailleurs des banques et des services fiscaux. Ils ont directement accès à l'ensemble de ces dossiers, ce sont eux qui les traitent, quotidiennement. Collectivement, ils ont entre leurs mains tous les secrets de la finance... Et le travail qu'ils font aujourd'hui, sous le sceau du "secret bancaire" et au profit des patrons de la finance, ils peuvent le faire, quasiment du jour au lendemain et sans bouleversement technique majeur, au profit de la collectivité, et au grand jour.

Établir le contrôle démocratique des travailleurs sur la finance n'est donc en rien un problème "technique". C'est un problème politique, un objectif tout à fait réaliste que doivent se donner tous ceux qui entendent trouver une issue anticapitaliste à la situation.

Il est bien évident qu'une telle incursion des travailleurs dans le domaine de la finance remet directement en cause le pouvoir sans limite qu'impose l'aristocratie financière à l'ensemble de la société, par le biais des institutions politiques en place et des hommes et femmes politiques qui les servent. La lutte pour la défense des intérêts des travailleurs est inséparable de la question du pouvoir.

La tension qui traverse actuellement la situation politique, en faisant de plus en plus clairement apparaître les clivages de classe, met en évidence le rôle des partis institutionnels, leur fidélité aveugle aux intérêts des classes dominantes. En Grèce, en Espagne, au Portugal, ce sont des gouvernements de gauche qui mènent l'offensive. En France, si l'offensive est actuellement menée par Sarkozy, le PS, dont Strauss-Khan est un des candidats potentiels pour 2012, n'a pas d'autre programme, bien des travailleurs le savent.

Tout cela met en avant la nécessité, pour les travailleurs, de trouver leur propre réponse à la question du pouvoir, un gouvernement démocratique des travailleurs. Une telle politique implique de ne pas craindre de rompre avec l'Europe de la BCE, l'Europe de la libre concurrence. Cette rupture ne constitue pas, en elle-même, une solution, pas plus que les tentations protectionnistes, mais elle est un tournant vers une autre politique, s'adressant à l'ensemble des travailleurs européens, pour construire une autre Europe, celle de la solidarité des travailleurs et des peuples.

Daniel Minvielle

[1] Débat révolutionnaire n°26 - Mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur les fonds publics

[Au sommaire](#)